



Présidence  
Direction générale  
des services

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITE**

**SEANCE DU 22 SEPTEMBRE 2020**

Le 22 septembre 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement. Madame Catherine Carbone, représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), était présente.

#### **ÉTAIENT PRÉSENT.E.S**

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M<sup>me</sup> Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique PACA

#### **Collège A**

M<sup>mes</sup> et M. LE FRIANT (départ à 16h40), CASTELNUOVO, MACE-BARBIER (procuration à M. CASTELNUOVO à compter de 16h25), BLANKE

#### **Collège B**

M<sup>mes</sup> et MM. ELLERKAMP, RAULT, LUNARDELLI, DURAND

#### **Collège BIATSS**

M<sup>mes</sup> et M. POITEVIN (départ à 17h), BERNARD (départ à 17h20), ANDRE (départ à 17h05)

#### **Collège ÉTUDIANT**

M<sup>me</sup> et MM. BERTO (départ à 16h50), BRUN, WIDENDAELE (départ à 16h50)

#### **Collège Personnalités Extérieures**

M<sup>mes</sup> et M. FAURE (Société AGRO'NOVAE), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

#### **REPRÉSENTÉ.E.S**

M<sup>me</sup> et MM. LEFEVRE (procuration à M<sup>me</sup> LE FRIANT), COSTA (procuration à M. DURAND), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP), GONTARD (procuration à M. FAURE)

#### **ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S**

MM. GIMELLO-MESPLOMB, WENZEL, BERRAG, DIONE, BISSIERE

#### **PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT**

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. BOUYER, Agent comptable par intérim, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

#### **INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S**

M<sup>me</sup> ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M<sup>me</sup> ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BLANCO, Directeur de la Maison de la Recherche

M. BOURDAGEAU, Directeur des ressources humaines (DRH), Adjoint au DGS

M<sup>me</sup> DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARIZY, Directeur du Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M<sup>me</sup> PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration  
réuni en formation plénière le 22 septembre 2020**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration
  - 2.1 Réunion du 19 mai 2020
  - 2.2 Réunion du 9 juin 2020
3. Crise sanitaire COVID-19 :
  - 3.1 Organisation de la rentrée universitaire 2020 et du fonctionnement global de l'établissement
  - 3.2 Approbation du régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement
  - 3bis ADDITIF – Création de quatre unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation au titre de l'année universitaire 2020-2021
4. Affaires financières : modification des seuils des marchés publics
5. Ressources humaines :
  - 5.1 Approbation du bilan social 2019
  - 5.2 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2020-2021
  - 5.3 Mise en place du forfait « mobilités durables »
6. Conventions
  - 6.1 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)
  - 6.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et ALM Formation au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)
  - 6.3 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état au 9 juillet 2020)
7. Recherche : création d'une chaire partenariale « LIAvignon : Locuteur, Voix Parole » - Laboratoire Informatique d'Avignon (LIA)
8. Calendrier actualisé des réunions du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2020-2021 pour information
9. Questions diverses

## Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 27

Membres présents : 17

Membres suppléés : 5

Membres absents et non suppléés : 5

### 1. Informations générales communiquées par le Président

⇒ Pour information du Conseil d'administration

### 2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration

#### 2.1 Réunion du 19 mai 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### 2.2 Réunion du 9 juin 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### 3. Crise sanitaire COVID-19 :

#### 3.1 Organisation de la rentrée universitaire 2020 et du fonctionnement global de l'établissement

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### 3.2 Approbation du régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### 3bis ADDITIF – Création de quatre unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### 4. Affaires financières : modification des seuils des marchés publics

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### 5. Ressources humaines :

#### 5.1 Approbation du bilan social 2019

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### 5.2 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### 5.3 Mise en place du forfait « mobilités durables »

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### 6. Conventions

#### 6.1 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une abstention*)

#### 6.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et ALM Formation au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*deux abstentions*)

**6.3 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état au 9 juillet 2020)**

⇒ Pour information du Conseil d'administration

**7. Recherche : création d'une chaire partenariale « LIAvignon : Locuteur, Voix Parole » - Laboratoire Informatique d'Avignon (LIA)**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

**8. Calendrier actualisé des réunions du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2020-2021 pour information**

⇒ Pour information du Conseil d'administration

**9. Questions diverses**

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

## 1. Informations générales communiquées par le Président

**Contrat de plan Etat-Région (CPER) :** l'équipe de gouvernance poursuit le portage des trois projets CPER : la rénovation complète de la bibliothèque universitaire Maurice Agulhon, l'extension de la halle technologique de l'Institut universitaire de technologie (IUT) et la construction d'un grand amphithéâtre sur le campus Jean-Henri Fabre. Ce dernier projet rencontre une solide adhésion, à commencer par les services d'urbanisme de la Ville d'Avignon. Le dossier de préprogramme a été livré dans l'été, le projet se porte à 11 millions d'euros et constitue un projet ambitieux sur le plan architectural et de la transition énergétique. Il intègre également la création de locaux destinés à la pratique du sport et à la vie étudiante et la création d'espaces tertiaires (bureaux, maintenance, archives). La rénovation de la bibliothèque universitaire Maurice Agulhon porte sur la mise en conformité du bâtiment, l'amélioration de sa performance énergétique et la création d'un *learning center*. C'est un projet qui s'élève à 10 millions d'euros. L'extension de la halle technologique de l'IUT intégrant des locaux techniques a vocation à accueillir une « usine du futur » et se porte à 6 millions d'euros.

Ces dossiers ont été remontés à l'Etat par le canal du Rectorat. Le Préfet de Vaucluse, le Président de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et le Délégué régional à la recherche et à la technologie (D2RT) en ont également été informés. Ces projets font l'objet de pré-négociations avec l'Etat, la Région et les collectivités territoriales. Dans ce cadre, l'équipe de gouvernance a entamé un cycle de rencontres avec les élus du territoire. A ce stade, les projets de rénovation de la bibliothèque et la création d'un grand bâtiment cœur de site sur le technopole Agroparc sont bien accueillis et semblent mieux engagés que celui de la halle technologique de l'IUT. Si cette tendance se confirme, le Conseil d'administration (CA) sera sollicité pour se prononcer sur un accord de principe afin de soutenir de manière significative le financement du projet porté par l'IUT à hauteur d'un million d'euros dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement (PPI) particulièrement bien doté à ce jour. Ce montant sera à affiner avec les services le moment venu.

**Plan « France Relance » :** le gouvernement a lancé un programme de relance de l'économie nationale dans le cadre de la gestion de crise covid-19. Ce programme a fortement évolué vers le verdissement de l'économie et la transition énergétique. Seront priorités les projets directement réalisables pour engager de la dépense dès janvier 2021. La Direction du Patrimoine de l'université travaille principalement sur trois projets : la couverture photovoltaïque de l'intégralité du parking d'Agroparc, la rénovation des huisseries du bâtiment nord du site centre-ville et un projet qui rassemble plusieurs opérations de travaux visant à améliorer la performance énergétique des bâtiments. La remontée des projets est prévue début octobre 2020.

**Candidature d'Avignon Université à l'appel à manifestation d'intérêt « Sociétés universitaires et de recherche » (AMI SUR) :** le dossier de candidature de la Villa Créative a été présenté le 20 juillet dernier devant un grand jury composé des représentants de la Caisse des dépôts et consignations, de la Banque des territoires PACA, des centres d'excellence du Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), du Ministère des finances et de diverses directions de l'immobilier de l'Etat. L'université a récemment été informée que le projet de Villa Créative a été validé par ce grand jury. A ce jour, il est le seul projet déposé par une université. Les recommandations qui ont été émises portent sur la recherche de 5 % de financements participatifs et sur l'apport de garanties supplémentaires quant aux retombées financières pour l'établissement. Ces recommandations s'inscrivent dans la feuille de route initiale des porteurs de projet, l'objectif étant que le coût de la Villa Créative soit nul pour l'établissement et qu'il génère à terme des recettes pour l'université.

En parallèle, l'établissement a obtenu 400 000 euros de la Caisse des dépôts et consignations pour financer la rénovation du bâtiment du 58<sup>e</sup> RI afin de l'intégrer au projet de SUR. L'établissement a également obtenu de la Région Sud PACA le financement d'une ingénierie supplémentaire pour affiner le modèle économique et juridique de la Villa Créative. Le dossier de candidature sera déposé dans le courant du mois de janvier 2021 pour passer du pré-vivier au vivier final, la dernière étape étant l'engagement de tous les financements de l'Etat pour lancer le projet de la Villa Créative.

**Candidature d'Avignon Université à l'appel à projets « Campus des métiers et des qualifications » de la troisième vague du programme d'investissements d'avenir (AAP CMQ/TIP PIA3) :** le projet de « Service de l'orientation et des formations des territoires de la naturalité » (SOFT) porté par le CMQ « Agrosociétés, Agroalimentaire et Alimentation » (CMQ 3A) dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique » (PIA/TIP) est en cours de finalisation. Le CMQ 3A a obtenu un soutien de la Région Sud PACA pour financer une expertise complémentaire visant à lever des fonds supplémentaires conformément au cahier des charges de l'AAP. Le dépôt de ce projet devrait intervenir en janvier/février 2021.

En parallèle, se monte un autre projet de CMQ sur les industries créatives et culturelles (CMQ ICC) en partenariat avec l'Université de Nice et de nombreux établissements de la Région PACA. En interne, ce projet est porté par Madame Virginie Spies du Département des sciences de l'information et de la communication. Ce projet est très attendu par la Région Sud PACA puisqu'il s'inscrit dans le cadre des grandes opérations d'intérêt régional (OIR) « Tourisme et industries créatives ».

**Dialogue stratégique et de gestion (DSG) phase 2 :** le DSG constitue les nouvelles modalités de dialogue avec l'Etat sur la gestion et le financement de l'établissement. Après plusieurs phases d'échanges avec le Rectorat et la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), l'établissement a obtenu le transfert de 500 000 euros de sa dotation de fonctionnement vers sa dotation en masse salariale. Ce transfert serait pérenne et constitue un premier signal positif mais qui reste à relativiser eu égard à la situation de sous-dotation globale de l'établissement. Ce transfert de dotation va venir en soutien de la campagne d'emplois et constitue une marge de manœuvre supplémentaire pour la poursuite du projet d'établissement.

**Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) :** la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale a récemment adopté le projet de LPPR. Globalement la structure demeure, la durée des financements exceptionnels reste de dix ans. Plus spécifiquement, les *tenure tracks* (chaires de professeur junior) seront conditionnées à un certain pourcentage des emplois mis au concours chaque année dans les établissements (base de 25 % qui pourrait descendre à 15 %), le taux de promotion des maîtres de conférence devrait être égal à celui des *tenure tracks*. Les fondamentaux demeurent, la Ministre de l'ESRI travaille avec les syndicats nationaux pour installer des verrous afin de sécuriser les divers statuts. En ce qui concerne les CDI de mission, un certain nombre de garanties ont été apportées : les établissements auront l'obligation de proposer à ces personnels en priorité le renouvellement du CDI à l'issue du contrat une fois que la mission aura atteint son terme.

Plus globalement, si les 25 milliards d'euros sur dix ans sont bien octroyés pour relancer l'attractivité des métiers de la recherche en France, un tel investissement dans la recherche ne s'était pas vu depuis les années 1950. Il va permettre à la France d'améliorer significativement ses indicateurs recherche qui sont en net déclin depuis plusieurs années. Les syndicats nationaux sont à la manœuvre pour sécuriser le statut et la rémunération des personnels de l'ESR.

Si la LPPR ne répond pas au besoin des établissements de l'ESR de procéder à des recrutements pérennes et récurrents pour palier le sous-encadrement dans les formations, elle va permettre aux universités de disposer de marges de manœuvre non négligeables sur le volet recherche.

**Rentrée de septembre 2020 :** de date à date, il semblerait que l'établissement accueille plus d'étudiants cette année par rapport à l'année passée. Néanmoins, cette hausse des effectifs pourrait s'expliquer par le gain de temps permis par la dématérialisation de la procédure d'inscription. Les effectifs seront consolidés dans quelques semaines, l'effectif étudiant devrait être sensiblement identique à l'année N-1.

**Dispositif de mise en œuvre du télétravail au sein de l'établissement (hors crise sanitaire Covid-19) :** le 15 septembre dernier, le Comité technique (CT) de l'établissement a émis un avis favorable sur le dispositif de mise en œuvre du télétravail proposé par la Direction des ressources humaines à l'issue d'un groupe de travail avec les représentants du personnel. Ce dispositif sera présenté plus en détail devant le CA en sa séance du 3 novembre prochain. Le Président invite Monsieur Stéphane Bourdageau, DRH, à présenter les grandes lignes de ce dispositif.

Le DRH indique qu'une phase d'expérimentation du télétravail a été lancée au sein de l'établissement en novembre 2019 sur un échantillon de personnels administratifs (14 personnes). Le confinement du printemps dernier a généralisé le travail en distanciel, aussi l'évaluation de cette expérimentation a été plus globale et étendue à l'ensemble des personnels. De cette évaluation est ressortie une satisfaction générale sur le télétravail et son organisation avec une réserve très forte sur le mode dégradé dans lequel il a été réalisé (défaut de présentiel, défaut de base logistique pendant le confinement...).

Le dispositif de mise en œuvre du télétravail hors confinement s'inscrit dans un cadre organisé, avec des processus adaptés. Il va permettre de limiter les temps de transport des personnels et de travailler avec les mêmes résultats qu'en présentiel à condition d'avoir organisé les process et le fonctionnement global des équipes.

Le dispositif comporte trois grands principes :

- un télétravail de +/- 2 jours par semaine (pour une quotité travaillée de 100 %), qui peut être augmenté à 4 jours par semaine pour les personnels en situation de fragilité (rémission de maladie grave, situation de maternité...), l'objectif étant de conserver une journée par semaine en présentiel pour participer à des réunions de coordination ou réaliser un travail collectif (objectif de maintien du lien social) ;
- un télétravail d'urgence dit ponctuel pour faire face à une situation inédite ;

- un télétravail flottant qui permet de cumuler de manière mensuelle ou annuelle le nombre de jours de télétravail pour un usage globalisé ou journée par journée à chaque fois qu'une situation le nécessite à l'échelle du service (cycles de rédaction par exemple).

Ce dispositif de mise en œuvre du télétravail offre beaucoup de souplesse et de latitude d'organisation pour les personnels en tenant compte des nécessités du service.

A l'issue de cette présentation, le Président invite les membres du CA à faire part de leurs observations ou questionnements.

Prenant la parole, Monsieur Yves Faure demande des précisions quant au déploiement du télétravail au sein du corps enseignant. Le DRH indique que le dispositif présenté ci-dessus concerne exclusivement les personnels ayant une obligation de présence ce qui n'est pas le cas des enseignants. La question de la mise à distance des enseignements relève du dispositif de télé-enseignement qui sera traité au point 3.2 de l'ordre du jour de séance.

Madame Sandra Poitevin demande des précisions quant à la date d'entrée en vigueur du dispositif de télétravail. Le DRH indique que suite à l'avis favorable du CT, la circulaire et les annexes associées sont en cours de finalisation et seront prochainement soumis à la signature du Président pour une mise en application dès que possible. Prenant la parole, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), indique que les délais réglementaires de transmission des pièces aux administrateurs n'ont pas permis de porter ce point à l'ordre du jour de la présente séance. Il est donc proposé une mise en œuvre anticipée sous réserve d'un vote favorable du CA le 3 novembre prochain.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

## **2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration**

### **2.1 Réunion du 19 mai 2020**

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du CA du 19 mai 2020 (*cf. annexe point 2.1*).

A défaut d'observation, le Président soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **2.2 Réunion du 9 juin 2020**

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du CA du 9 juin 2020 (*cf. annexe point 2.2*).

A défaut d'observation, le Président soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **3. Crise sanitaire COVID-19 :**

### **3.1 Organisation de la rentrée universitaire 2020 et du fonctionnement global de l'établissement**

Prenant la parole, le VP CA invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des risques (CSIR) à présenter ce point.

La CSIR indique que le plan de gestion interne de la pandémie de Covid-19 décrit l'ensemble des opérations et du fonctionnement de l'établissement pendant la crise sanitaire et jusqu'à nouvel ordre. Il est actualisé au gré des directives nationales et des prescriptions préfectorales.

Le département du Vaucluse est actuellement classé en zone rouge (risque très élevé) par le Ministère des solidarités et de la Santé (MSS).

A l'échelle de l'établissement, 17 cas contacts et 4 cas positifs étudiants ont été recensés depuis la réouverture de l'université. La CSIR précise que ces cas positifs sont dispersés dans les composantes et ne concernent pas des étudiants qui ont fréquenté récemment les locaux de l'université. A ce stade, aucun cluster n'est identifié au sein de l'établissement. Les consignes sont globalement bien respectées par les étudiants, notamment en ce qui concerne le port du masque.

Depuis le début de la pandémie, des moyens conséquents ont été déployés pour doter l'établissement d'équipements de protection individuelle et collective : bornes de gel hydro alcoolique, masques, visières, lunettes anti-projection, moyens de désinfection des bureaux, écrans de protection en plexiglass... Cet approvisionnement a été chiffré à +/-200 000 euros depuis le mois de mars 2020. Les personnels bénéficient d'une dotation hebdomadaire de masques chirurgicaux et les étudiants se sont vus remettre deux masques grand public aux couleurs de l'université le jour de leur rentrée.

Les sens de circulation et les jauges du Pôle sportif et de la bibliothèque universitaire ont été adaptés conformément aux consignes sanitaires en vigueur.

Le recrutement de trois agents d'entretien chargés du nettoyage des sanitaires et des points de contacts ainsi que du remplissage des bornes est en cours.

Un espace de communication dédié à la crise Covid-19 a été créé sur la plateforme e-Doc afin que les personnels et les usagers puissent consulter le plan de gestion interne de la pandémie. La page Covid-19 du site Internet de l'université a été réactivée et réactualisée et recense l'ensemble des informations utiles.

Cette semaine, le Préfet de Vaucluse accompagné de son Directeur de Cabinet est venu sur site afin de constater les nouvelles modalités d'organisation de l'établissement et la mise en œuvre des consignes sanitaires. Le Préfet a ensuite rencontré les représentants élus des étudiants et des associations étudiantes sur la question de l'interdiction des soirées étudiantes. L'établissement a mené en parallèle une campagne de sensibilisation auprès des étudiants par le biais notamment d'affiches et de communiqués.

Les services de l'université sont en lien avec la Préfecture de Vaucluse et l'Agence régionale de santé (ARS) PACA afin d'anticiper l'organisation de plans de dépistage massif dans les locaux de l'université.

La cellule de gestion de crise s'est également saisie de la question des cas d'étudiants contaminés en résidence universitaire afin d'assurer l'approvisionnement et les soins éventuels à prodiguer.

La cellule de gestion de crise travaille enfin à différents scénarios : fermeture partielle ou totale de l'établissement, mise à distance des enseignements, maintien des activités de recherche en cas de circulation active du virus.

A ce stade, la situation pandémique au sein de l'établissement est maîtrisée. Tous les étudiants ont fait leur rentrée cette semaine, aussi une vigilance toute particulière sera portée à l'évolution du nombre de cas contacts ou avérés dans les 15 prochains jours.

*(cf. annexes point 3.1).*

Il est précisé que le plan de gestion interne de la pandémie a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du CT les 28 et 31 août dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Nathalie Lunardelli souhaite savoir quelle réponse apporter à un.e étudiant.e en contact avec une personne à risque qui demande à être dispensé.e de cours.

La CSIR indique que la réglementation actuelle ne permet pas de dispenser les étudiant.e.s de venir en cours. La réunion qui s'est récemment tenue avec la DGESIP et les référents Covid des établissements de l'ESR ne laisse pas entrevoir de cadre d'exception pour traiter ce type de demandes. La CSIR rappelle par ailleurs que les protocoles sanitaires mis en œuvre au sein de l'établissement ont vocation à assurer la protection des personnels et des usagers.

Prenant la parole, le Président indique que l'avis du responsable de formation pourrait être sollicité via la procédure interne du régime spécial d'études (RSE) sur la base de critères à définir et qui pourrait permettre de fournir des substituts à l'étudiant de type supports de cours. Cette question est à remonter aux doyen.n.s, vice-doyen.ne.s aux études et aux responsables de formation en lien avec le Vice-président Formation et le Service des études et de la scolarité (SES). Un juste équilibre doit être trouvé entre bienveillance et risque du fait de la généralisation de ce type de mesures.

Madame Lunardelli demande par ailleurs s'il est possible de mentionner dans le plan de gestion le numéro de téléphone à contacter en cas de refus par un étudiant de porter le masque. La CSIR prend bonne note de cette demande et complètera le plan de gestion en ce sens.

Prenant la parole, Madame Poitevin demande si des sanctions sont prévues dans le cas où un personnel refuserait de porter le masque.

Monsieur Fathie Boubertekh, Directeur général des services (DGS), répond par l'affirmative en indiquant que le non-respect des directives de l'établissement et le non-respect du règlement intérieur contreviennent à une injonction du supérieur hiérarchique et peuvent engendrer des conséquences.

Pour compléter, le Président rappelle que cette obligation relève des directives nationales et préfectorales. L'établissement mène une campagne de sensibilisation bienveillante en interne.

Pour conclure, le Président rappelle l'enjeu majeur de resocialisation des étudiants, et plus particulièrement des néo-bacheliers. Compte tenu des fortes incertitudes qui pèsent sur les mois à venir, l'université doit sensibiliser ses étudiants aux outils numériques et à l'enseignement à distance. Les chiffres restent alarmants et il faut s'attendre à la mise à l'isolement d'une promotion, d'un étage, d'un bâtiment voire d'un site. La semaine dernière à l'échelle nationale, 53 clusters étaient déclarés sur des sites universitaires. Tout l'enjeu de ces premières semaines de cours est le civisme et la responsabilité individuelle qui sont les seules garanties pour repousser le plus loin possible les conséquences d'une mise en cluster d'une promotion ou d'un bâtiment.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le plan de gestion interne de la pandémie de Covid-19 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **3.2 Approbation du régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement**

En préambule, le VP CA indique qu'il n'y a pas dans l'établissement une volonté de systématiser le télé-enseignement. L'objectif reste le « face à face » enseignant/étudiants.

Plusieurs enseignants se sont préparés à l'éventualité de passer à l'enseignement à distance en cas de fermeture de l'établissement par exemple. Ces mêmes enseignants ont souhaité mettre en pratique les cours préparés dans ce cadre.

Le VP CA rappelle que la mise à distance des enseignements est actuellement régie par le dispositif de labellisation Flex'Hybrid adopté en CA le 17 octobre 2017 qui pose un certain nombre de conditions à remplir pour pouvoir obtenir cette labellisation et répond à une procédure de dépôt et d'instruction des projets.

Dans les conditions exceptionnelles actuelles, et pour répondre à la demande de certains enseignants, il est proposé d'établir un régime transitoire plus souple et plus rapide pour le semestre 1 et éventuellement pour le semestre 2 si la situation le nécessite. Le VP CA présente les modalités de mise en œuvre de ce régime transitoire (*cf. annexe point 3.2*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **3bis ADDITIF – Création de quatre unités d'enseignement d'ouverture et de remédiation au titre de l'année universitaire 2020-2021**

Les consignes sanitaires en vigueur impactent l'organisation des activités physiques et sportives notamment en milieux fermés. La réduction des capacités d'accueil a conduit le Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS) à étoffer son catalogue d'unités d'enseignement d'ouverture (UEO) pour répondre à la demande étudiante.

Dans ce contexte, le SUAPS propose la création de quatre UEO supplémentaires pour la rentrée universitaire 2020 : « *Bike and Run* », « Corps et voix », « Pente-école et aérologie » et « VTT » (*cf. annexes point 3bis*).

Afin de permettre aux étudiants de bénéficier de ces activités dès cette rentrée, il est proposé au CA de se prononcer sur la création de ces quatre UEO par anticipation, sous réserve d'un avis favorable de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (CFVU) qui interviendra exceptionnellement a posteriori le 24 septembre prochain.

Le VP CA invite Monsieur Eric Marizy, Directeur du SUAPS, à apporter toutes précisions.

Monsieur Marizy indique que le catalogue des UEO du SUAPS en cette rentrée universitaire va permettre d'accueillir sensiblement le même nombre de places que l'année passée.

Il est précisé que compte tenu du calendrier contraint, le SUAPS peut d'ores et déjà communiqué auprès des étudiants sur l'offre de ces nouvelles activités en précisant toutefois que leur ouverture sera définitivement effective sous réserve d'un avis favorable de la CFVU.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Gabin Widendaele signale des difficultés techniques sur la plateforme de saisie des UEO.

Le VP CA prend note de ce dysfonctionnement qui sera remonté aux services compétents.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet la création de ces quatre UEO au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité sous réserve de l'avis favorable de la CFVU en sa séance du 24 septembre 2020**

#### **4. Affaires financières : modification des seuils des marchés publics**

La modification des seuils des marchés publics soumise au vote du CA s'inscrit dans une démarche de simplification. Auparavant, les délibérations du Conseil fixaient un montant quantitativement déterminé. Le CA était donc invité à statuer sur les modifications de ces seuils à chaque évolution de la réglementation nationale en vigueur.

La Direction des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI) propose désormais des seuils dont le montant est défini par référence à la réglementation nationale.

Le VP CA invite Monsieur Thierry Marneffe, DFACI, à apporter toutes précisions sur ce point.

Comme tous les opérateurs publics, l'université est soumise pour l'ensemble de ses achats au code de la commande publique. Cet ensemble de lois et de textes réglementaires définit entre autres les seuils à partir desquels doit obligatoirement être mise en place telle ou telle procédure ou publicité.

Or, le relèvement au 1<sup>er</sup> janvier dernier du premier de ces seuils par la puissance publique a créé un décalage entre la réglementation nationale et les règles adoptées en CA le 25 octobre 2016 actuellement en vigueur au sein de l'établissement.

La proposition soumise au Conseil est d'aligner les règles internes à l'établissement sur la réglementation en vigueur au niveau national et sur le modèle de ce qui avait été adopté en 2016 pour les seuils les plus élevés, de limiter au maximum la présence de montants chiffrés pour les remplacer par des variables.

Cela permettra en l'espèce d'adapter au fil de l'eau les règles internes en matière de marchés publics sans avoir à solliciter un vote du CA.

Monsieur Marneffe précise qu'aujourd'hui, le seuil des marchés publics s'élève à 40 000 euros HT pour les fournitures et les services et à 70 000 euros HT pour les travaux.

Il est proposé par ailleurs au Conseil de remonter de 60 à 90 000 euros HT le seuil au-delà duquel l'établissement devra mettre en place un marché à procédure adaptée (MAPA) avec publicité au Bulletin officiel d'annonces des marchés publics (BOAMP) ou dans un journal d'annonces légales (JAL).

Cette décision devrait notamment permettre d'aboutir à une meilleure cohérence et lisibilité quant aux seuils pratiqués par l'établissement à l'égard des acheteurs potentiels.

(cf. annexe point 4).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la modification des seuils des marchés publics au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## 5. Ressources humaines :

Le VP CA invite le DRH à présenter ces points.

### 5.1 Approbation du bilan social 2019

En préambule, Monsieur Bourdageau indique que le bilan social constitue un recueil de données très normé avec un certain niveau d'exhaustivité. Il dresse un état des lieux RH de l'université et de son fonctionnement (*cf. annexe point 5.1 – Bilan social 2019*).

Le DRH présente les données les plus significatives de ce bilan social en matière d'emplois et d'utilisation des emplois, d'effectifs enseignants et BIATSS, d'encadrement des étudiants, de mouvements et de promotions, de rémunérations, de formation et de conditions de travail, de dialogue social et d'action sociale (*cf. annexe point 5.1 – Diaporama de présentation*).

Il est précisé que le bilan social 2019 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 15 septembre dernier.

Sur la question spécifique de la représentation homme/femme au sein de l'établissement, Monsieur Bourdageau indique que des dispositifs nationaux doivent être mis en place dans les établissements pour favoriser l'égalité homme/femme. Une commission interne dédiée va se réunir prochainement afin de formuler des propositions qui viendront nourrir un plan d'actions.

Prenant la parole, le Président remercie le DRH et ses équipes pour la compilation de ces données. Le bilan social est une photographie objectivée de l'établissement, il constitue un outil de pilotage au profit des composantes et des services afin de nourrir une stratégie pluriannuelle de recrutement, de repyramidage, de CDIisation... Néanmoins, il est regrettable que les données normées figurant dans le bilan social ne s'inscrivent pas dans les mêmes catégorisations que les outils du Ministère et du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) avec lesquels l'établissement est évalué.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin demande des précisions quant à l'écart entre la consommation du plafond d'emplois et la consommation de la dotation en masse salariale.

Le DRH indique que le plafond d'emplois est une limite d'emplois à ne pas dépasser mais la consommation du budget de masse salariale se situe très en-deçà. Si l'établissement saturait son plafond d'emplois, il dépasserait très largement les crédits de masse salariale correspondants. La dotation en emplois (Etat et ressources propres) prend en compte un volume budgétaire par emploi qui est très inférieur au coût réel d'un emploi.

Pour compléter, le Président précise qu'aucune université ne sature son plafond d'emplois. En plus des effets de structure de pyramide des âges et de niveaux de rémunération, le glissement vieillesse technicité (GVT) et le CAS Pensions constituent des charges tout à fait colossales qui consomment à eux-seuls l'équivalent d'une soixantaine d'emplois chaque année pour leur financement. L'établissement s'est engagé dans des projections à deux/trois ans et plus sur chaque recrutement pour pouvoir maîtriser le coût réel de ces emplois sur le moyen terme et anticiper la projection de carrière des agents recrutés.

Madame Poitevin revient sur la question de la CDIisation des agents contractuels au bout de six ans d'ancienneté et souhaite savoir si ce dispositif relève d'un choix d'établissement ou d'une réglementation nationale.

Le DRH indique que ce dispositif relève de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 qui régit la situation des personnels non-titulaires de la fonction publique d'Etat. Il s'agit de règles nationales dont l'évolution aujourd'hui a été une extension du CDI notamment pour des personnels sur des fonctions pérennes au-delà de la catégorie A et surtout des CDD qui peuvent être étendus 12 mois sur 12 à des fonctions pérennes de la fonction publique notamment en catégorie B et C.

Le DRH précise par ailleurs que pour bénéficier d'un CDI au bout de six ans d'ancienneté, il faut avoir été sur un même support d'affectation et une même fonction pendant six ans. En cas de changement de catégorie par exemple, le processus est interrompu et court à compter de la nouvelle prise de fonction.

Reprenant la parole, Madame Poitevin fait part de questionnements de plusieurs personnels contractuels qui s'interrogent sur l'opportunité d'une CDIisation au bout de six ans alors même que les postes sont pour la plupart pérennes. Elle demande pourquoi une CDIisation ne peut être envisagée dans un délai plus court, au bout de trois ans par exemple.

Monsieur Bourdageau rappelle que dans la fonction publique, les emplois pérennes ont vocation à être occupés par des personnels titulaires par la voie du recrutement par concours. Aussi, dans les six années, soit l'établissement dispose de disponibilités budgétaires qui permettent de mettre l'emploi au recrutement et de l'installer durablement dans le temps avec un personnel titulaire, soit ce n'est pas le cas et la situation peut perdurer, soit encore la compétence n'est pas disponible dans un des corps de fonctionnaires qui pourraient prétendre à ce type d'emplois. La visibilité est quelque fois plus réduite et nécessite d'être actualisée année après année. L'objectif pour l'établissement est de prioriser un recrutement définitif par un fonctionnaire.

En parallèle, la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a ouvert la possibilité de recourir à des contractuels de catégorie B et C sur des emplois pérennes de manière plus durable.

Néanmoins, le principe « un poste pérenne = un titulaire fonctionnaire » reste le principe affiché.

Prenant la parole, Madame Delphine Blanke suggère d'intégrer le rapport enseignants/heures maquettes aux données relatives à l'encadrement des étudiants.

Le Président indique que la Direction des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP) développe de nombreux autres indicateurs performants qui ne relèvent pas du bilan social qui reste un recueil de données très normé donc limité en termes d'exploitation.

Madame Lunardelli regrette que les données relatives au taux d'encadrement des étudiants au sein de la composante Arts, Lettres et Langues (ALL) soit commun avec celui de l'UFR Sciences humaines et sociales (SHS).

Le VP CA précise que cet indicateur est défini par la réglementation nationale et permet des comparaisons au niveau national. L'établissement dispose néanmoins des indicateurs composante par composante qui peuvent être consultés.

Prenant la parole, le DGS revient sur la politique d'action sociale conduite par l'établissement. Il rappelle que lors du passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE), le Ministère a alloué un forfait par agent de l'ordre de 20 euros. Aujourd'hui, la moyenne par agent attribué par l'établissement est de 188 euros. Il indique par ailleurs qu'en sus du montant des aides versées au titre de l'action sociale s'ajoutent les recrutements opérés au titre de l'action sociale, notamment l'assistante sociale, et les dispositifs d'accompagnement mis en place. Le budget de l'action sociale figurant dans le bilan social 2019 (128 583 euros) peut donc être multiplié par deux pour avoir une visibilité à coûts complets.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le bilan social 2019 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **5.2 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2020-2021**

Le CA est invité chaque année à se prononcer sur la ventilation des fonctions éligibles à la NBI.

La NBI correspond à une forme de prime attribuée en fonction des sujétions, de la technicité et des compétences qui doivent être déployées sur des postes spécifiques. Ces postes ont fait l'objet dans les années 2000 d'une répartition d'un volume de points par établissement qui se répartit lui-même en des fonctions administratives et des fonctions techniques sur certains postes.

Cette prime est perçue par le fonctionnaire titulaire occupant le poste. Le DRH précise que la prime est rattachée au poste et non pas au titulaire du poste. Si le titulaire du poste change de poste, il cesse de percevoir la prime.

Cette bonification indiciaire n'a pas évolué depuis 2003, le nombre de points étant resté figé. Chaque année, l'exercice de ventilation est de plus en plus contraint et consiste à actualiser à la marge la liste des fonctions éligibles de façon à tenir compte de la réalité des postes occupés au sein de l'établissement.

La liste des fonctions éligibles à la NBI a vocation à être retravaillée avec les organisations représentatives des personnels une fois le projet de cartographie des emplois et des compétences abouti ce qui permettra à la fois d'illustrer les compétences spécifiques nécessaires à chaque poste mais surtout de débattre de la convergence ou de la divergence qu'il peut y avoir entre la NBI et l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Cette année, il est proposé l'intégration de la fonction de directeur.trice de la Maison de la Communication (21 points) et la suppression de trois fonctions d'adjoints à des directeurs (1 point), suppression qui sera compensée sous forme de prime pour les intéressés de façon à ce qu'il n'y ait pas de diminution de rémunération pour ce qui les concerne. Ces trois suppressions ont permis de créer avec les points restants la fonction de directeur.trice de la Maison de la Communication

qui était une des dernières fonctions de direction des services centraux qui n'était pas couverte par la NBI parce qu'elle était occupée jusqu'à présent par un personnel non-titulaire (cf. *annexe point 5.2*).

Il est précisé que la liste des fonctions éligibles à la NBI a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 15 septembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la liste des fonctions éligibles à la NBI au titre de l'année universitaire 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **5.3 Mise en place du forfait « mobilités durables »**

Le forfait « mobilités durables » est une initiative prévue et organisée par l'article L. 3261-4 du code du travail qui a été étendue à la fonction publique d'Etat par le décret n°2020-543 du 9 mai 2020. Ce dispositif permet à tous les agents de droit public de pouvoir bénéficier d'un forfait dit « mobilités durables » pour l'utilisation d'un mode de déplacement non polluant.

Le DRH présente le dispositif global et les modalités de mise en œuvre au sein de l'établissement (cf. *annexe point 5.3*).

Il est précisé que la mise en place du forfait « mobilités durables » a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT le 15 septembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la mise en œuvre de ce dispositif au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **6. Conventions**

### **6.1 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)**

Ce projet de convention précise les modalités de coopération entre l'université et l'organisme CAP PERFORMANCE dans le cadre de la formation des doctorants en matière d'insertion professionnelle (cf. *annexe point 6.1*).

Conformément à la délibération n°2017-055 du CA en sa séance du 27 juin 2017, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD) doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

En l'espèce, le dépassement du seuil tarifaire s'explique par la rareté des organismes dispensant ce type de formation spécifique aux doctorants et qui appliquent des tarifs supérieurs au taux hTD.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Prenant la parole, Madame Poitevin salue la conduite de cette action auprès des doctorants qui répond à un véritable besoin en termes d'employabilité de ces publics. Madame Poitevin s'interroge toutefois sur l'opportunité de faire appel à un prestataire extérieur. L'université dispose de ressources en interne sur les questions d'employabilité des étudiants. Elle cite également le nom d'une personnalité extérieure de la CFVU, Madame Valérie Saguet de l'Apec Avignon, qui est spécialiste des questions d'insertion professionnelle.

Le VP CA indique que le choix de l'organisme de formation a été opéré par le Collège des études doctorales sur la base des besoins qui ont été exprimés et de l'étude du marché. L'analyse des compétences du formateur relève plutôt de ce cadre-là et non pas des prérogatives du CA qui est invité à se prononcer sur la base tarifaire de ce projet de convention.

Prenant la parole, le Président confirme que l'évaluation des compétences des formateurs ne relève pas de la compétence du CA. Des commissions dans le cadre des écoles doctorales ont évalué des compétences et entériné le choix des formateurs, il ne revient pas au CA de le remettre en cause.

Monsieur Faure s'interroge sur l'opportunité de saisir le CA de l'établissement sur l'examen de ce type de conventions.

Le VP CA indique que le vote en Conseil ne porte pas sur le contenu de la formation ni sur les qualités des formateurs mais sur la validation d'une dérogation financière qui est faite au taux hTD. Le débat qui précède relève des instances rattachées aux écoles doctorales.

Pour conclure, le Président précise que le CA peut tout à fait formuler des recommandations de principe, débattre de la formation des doctorants et des personnels encadrants mais le sujet ici porte sur la question du dépassement du taux hTD d'un projet de convention. La question de la qualification des intervenants et des vacataires est légitime mais ne relève pas des prérogatives du CA, elle est instruite au sein d'autres instances de l'établissement telles que le Collège des écoles doctorales en ce qui concerne spécifiquement la formation doctorale.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une abstention*)**

## **6.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et ALM Formation au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)**

Ce projet de formation précise les modalités de coopération entre l'université et l'organisme ALM Formation dans le cadre de la formation des doctorants à l'éthique de la recherche scientifique (*cf. annexe point 6.2*).

Comme précédemment, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD) doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Prenant la parole, Monsieur Grégory Durand s'interroge sur le choix du formateur qui a priori, à la lecture de son curriculum vitae, n'est pas spécialisé en recherche scientifique. Par ailleurs, il demande pourquoi cette formation est destinée aux doctorants et non pas aux directeurs de thèses qui pourraient former à leur tour les doctorants qu'ils encadrent.

Le VP CA indique que cette formation n'est pas destinée à une direction de recherche mais porte sur la recherche elle-même et s'inscrit dans le cadre de la formation doctorale. Comme indiqué précédemment, la sélection des organismes de formation relève quant à elle des prérogatives du Collège des études doctorales après étude des différentes propositions.

Le VP CA invite Monsieur Georges Linarès, Vice-président Recherche, à compléter ces éléments de réponse.

Le VP CR prend note de la demande de formation des enseignants-chercheurs à l'éthique de la recherche scientifique qui répond à un véritable besoin. Les chercheurs sont en effet confrontés au quotidien dans leurs activités de recherche aux questions d'éthique scientifique. Le VP CR retient la proposition et prendra l'attache du DRH sur ce point.

Pour compléter, le VP CA rappelle que la formation des enseignants-chercheurs s'inscrit dans le cadre du plan de formation universitaire (PUF). En l'espèce, cette action ne relève pas du PUF mais du cycle de formation doctorale. Néanmoins, deux actions de formation portant sur le même objet peuvent être dispensées dans deux cadres différents.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*deux abstentions*)**

## **6.3 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état au 9 juillet 2020)**

Les administrateurs sont informés des conventions signées par le président au titre de sa délégation de pouvoir accordée par le CA (*cf. annexe point 6.3*).

Ce point ne soulève aucune observation de la part des administrateurs.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

## **7. Recherche : création d'une chaire partenariale « LIAVignon : Locuteur, Voix Parole » - Laboratoire Informatique d'Avignon (LIA)**

En préambule, le VP CA rappelle que le Conseil s'est prononcé en faveur de la création d'un dispositif de chaire partenariale le 9 juin dernier. Il invite le VP CR à présenter le projet de chaire partenariale porté le Laboratoire Informatique d'Avignon (LIA).

Monsieur Linarès rappelle les modalités du dispositif général qui constitue un outil majeur de mise en œuvre de la politique scientifique et partenariale de l'établissement (*cf. procès-verbal de la réunion du CA du 9 juin 2020*).

Le projet de chaire en intelligence artificielle « LIAVignon : Locuteur, Voix Parole » intervient suite à un dépôt infructueux auprès de l'Agence nationale de la recherche (ANR). L'université est associée à neuf partenaires industriels, notamment Airbus, Bertin, Orange, avec une contribution globale des partenaires sur une durée de cinq ans de 985 000 euros.

Le 27 mai dernier, La Commission de la Recherche de l'établissement a approuvé la demande de chaire partenariale portée par le LIA avec un niveau de décharge qui est conforme au document de cadrage du dispositif global soit 1 heure pour 2 000 euros de contribution des industriels au projet (*cf. annexes point 7*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande des précisions quant au dépôt du projet auprès de l'ANR.

Le VP CR indique que le projet déposé n'a pas été labellisé par l'ANR. Compte tenu du fort niveau d'investissement des partenaires à hauteur de +/-1 million d'euros, il a paru opportun de déposer une demande de chaire partenariale dans le cadre du dispositif interne de chaire partenariale pour permettre à ce projet stratégique d'aboutir et de sécuriser l'engagement des partenaires industriels.

Il est précisé que le vote du CA porte sur la création de ce projet de chaire et des moyens qui y sont associés.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la création de la chaire en intelligence artificielle « LIAVignon : Locuteur, Voix Parole » au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **8. Calendrier actualisé des réunions du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2020-2021 pour information**

Le VP CA présente le calendrier actualisé des séances du CA en formation plénière pour l'année universitaire en cours (*cf. annexe point 8*).

Ce point ne soulève aucune observation de la part des administrateurs.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

## **9. Questions diverses**

⇒ **Néant**

Prenant la parole, le Président revient sur les conditions de gestion de la crise sanitaire actuelle et salue le travail remarquable qui a été accompli avec le CHSCT de l'établissement, la Conseillère de prévention et la CSIR en termes de prévention du risque covid et des aménagements des conditions de travail pour les personnels. La rentrée en présentiel a pu avoir lieu, l'enjeu est de tenir le plus longtemps possible pour acculturer les étudiants aux outils de l'établissement : la bibliothèque universitaire, les outils numériques, la méthodologie du travail universitaire... A ce stade, l'hypothèse d'un reconfinement massif ne semble pas envisagée compte tenu des conséquences désastreuses au niveau social et économique. La vigilance et la responsabilité de tous contribueront au maintien du fonctionnement actuel.

En cas de dégradation de la situation, le Président tient à préciser que tous les dispositifs règlementaires seront exploités avec la plus grande souplesse pour que chacun puisse s'y retrouver en fonction de la nature de son activité, des besoins de son service, de sa sensibilité particulière à la pathologie de la covid-19. Une vigilance accrue sera également portée sur le maintien des activités de recherche qui ont subi un fort préjudice lors du confinement du printemps dernier.

Sollicitant une prise de parole, Monsieur Durand demande si une flexibilité sera accordée en matière d'utilisation de certains crédits des laboratoires.

Le Président précise que le centre de responsabilité budgétaire (CRB) Recherche permet une telle souplesse. Il s'engage à ce que les services financiers et les représentants politiques de la recherche soient très attentifs à ce type de demandes.

Le VP CR indique que l'état d'esprit général est de répondre le mieux possible à des besoins réels qui seront exprimés, tout en évitant de rentrer dans une démarche de reports systématiques. Lorsque la demande est surestimée, les budgets sont non-exécutés et tombent dans le fonds de roulement, les fonds ne pouvant alors être utilisés qu'en investissement. Il convient de faire remonter des demandes de report précises et argumentées afin que l'établissement puisse y répondre.

Par ailleurs, le VP CR informe les membres du Conseil que le programme interne de prolongation des contrats de thèses impactés par la crise sanitaire a permis de satisfaire toutes les demandes éligibles.

Pour conclure, le Président est pleinement conscient du préjudice subi par les activités de recherche et confirme que l'établissement répondra avec la plus grande bienveillance et la plus grande souplesse aux remontées des besoins qui lui seront présentées.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h25.

Le Président d'Avignon Université



Philippe ELERKAMP